

De l'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ?

*Sylvie Bredeloup**

Prendre pour objet d'études les mobilités européennes en direction des Suds peut être considéré comme une gageure, à l'heure où les médias mettent l'accent sur la « crise migratoire », entendue comme la « plus grande crise des réfugiés depuis la Seconde Guerre mondiale » et sur l'arrivée dite massive, en Europe¹, de populations syriennes, irakiennes, afghanes et érythréennes. S'intéresser au départ d'Europe de ressortissants des Suds peut être également interprété comme une provocation, dès lors que la moitié des pays de l'Union européenne a rétabli des contrôles aux frontières intérieures, érigeant notamment des murs anti-migrants et menaçant sérieusement l'avenir des accords de Schengen.

Pari risqué donc que de vouloir déplacer le regard et mettre la focale, non pas sur l'arrivée des immigrants en Europe, mais bien sur les départs plus discrets d'immigrés européens, quand les analyses continuent d'être élaborées principalement du point de vue des pays d'accueil européens. Il a pourtant été montré que dans les pays de l'OCDE, les départs d'immigrés représentaient entre 20 à 75 % des arrivées annuelles [Dumont, Spiegel, 2008] et que certains pays connaissaient un solde migratoire négatif. Dans une Europe en crise où des pans entiers de l'économie sont sinistrés, plus de 44 millions de personnes se retrouvent aujourd'hui sans emploi. Au Portugal, le taux de chômage des jeunes a dépassé les 50 % ; en Espagne, si un habitant sur cinq est au chômage, un jeune de moins de vingt-cinq ans sur deux l'est aussi. Avec une plus grande acuité encore, des jeunes issus de l'immigration africaine, asiatique ou latino-américaine se

* Socio-anthropologue, École des Hautes Études en Sciences Sociales (Centre d'Études Africaines, Paris) et urbaniste (École Nationale des Ponts et Chaussées, Paris), directrice de recherches à l'IRD.

1. L'Allemagne a accueilli 1,09 million de demandeurs d'asile en 2015, soit 5 fois plus qu'en 2014 ; la France avait accueilli 21 000 réfugiés en 2014 et 26 700, en 2015. À supposer que l'Europe ait reçu un peu plus d'un million de réfugiés en 2015, cette population cherchant asile atteindrait donc 0,002 % de l'ensemble de la population totale de l'Union européenne (soit 510 millions d'habitants). Ce qui paraît extrêmement faible, comparé aux pays limitrophes de la Syrie qui ont accueilli huit fois plus de réfugiés syriens selon l'UNHCR au 7 février 2016. Au Liban notamment, un habitant sur 4 est un réfugié. La Turquie en abrite à elle seule plus de 2,5 millions. Pour rappel, 86 % des déplacés dans le monde sont accueillis dans un pays « en développement » selon les Nations Unies.

retrouvent sans perspectives d'avenir sur ce marché européen du travail que leurs parents ou grands-parents étaient venus conquérir. Selon le Secrétariat national équatorien chargé de l'émigration, 70 % des 310 000 Équatoriens résidant en Espagne sont actuellement au chômage. Le solde migratoire qui était positif en Espagne – plus de 600 000 entrées par an de 2002 à 2007 – est devenu négatif, à compter de 2011 [Larramona, 2013]. Plus d'un demi-million d'Espagnols et d'immigrés ou enfants d'immigrés a quitté la péninsule ibérique, retournant dans leur pays d'origine, notamment en Amérique latine ou tentant leur chance dans un pays tiers, européen ou non. Le slogan de la *Juventud sin futuro* (la plateforme des indignés) résumait non sans humour l'horizon des plus jeunes : « Si tu finis tes études en Espagne, tu as trois débouchés : par terre, mer ou air ». De la même manière, depuis 2010, 300 000 Grecs ont émigré, soit 3 % de la population, pour l'Allemagne, l'Australie et l'Argentine. Au Portugal, la récession économique a conduit les citoyens, d'origine étrangère ou non, à reconsidérer leur avenir loin de Lisbonne. L'Europe tend à nouveau à se transformer en terre d'émigration. Selon Rui Pena Pires, professeur à l'Institut supérieur des sciences du travail et de l'entreprise, ils seraient 60 000 à quitter le Portugal chaque année, contre environ 70 000 dans les années soixante, sachant que ces nouveaux migrants sont, non seulement beaucoup plus mobiles que leurs prédécesseurs, mais aussi nettement plus qualifiés. Selon la Banque mondiale, 20 % des diplômés portugais résident à l'étranger, et plus d'un sur dix (11 %) a décroché son diplôme au Portugal avant d'émigrer. Ces Portugais ne s'installent pas seulement dans un autre pays d'Europe, ils sont aussi nombreux à rejoindre d'anciennes colonies d'Afrique ou d'Amérique latine, en plein essor économique. Selon le ministère du Travail du Mozambique, près de 25 000 Portugais résidaient dans le pays en 2012, alors que l'année précédente, seulement 4 355 avaient été enregistrés. L'affluence de ressortissants portugais à Maputo a pris une telle ampleur, qu'en 2013, la Direction générale des migrations du Mozambique (DNM) a décidé de suspendre provisoirement la délivrance de visas aux frontières. Luanda, la capitale angolaise est devenue également un pôle d'émigration pour les citoyens portugais, diplômés ou non, qui seraient désormais plus nombreux à y vivre qu'à l'époque coloniale², et deux fois plus nombreux qu'en 2005. Cette attirance pour de nouveaux pays prospères, plus ou moins lointains, partageant ou non un même passé colonial se retrouve également chez les ressortissants italiens ou français qui envisagent leur avenir hors du Vieux Continent. La « nouvelle émigration italienne » s'expliquerait autant par la quête désespérée d'un nouveau style de vie que par des raisons strictement économiques. En France, en revanche, on ne peut pas parler d'une fuite massive des nationaux, en réaction à la crise ou à la montée de la pression fiscale, comme le débat politique a voulu parfois le montrer. Le nombre de Français résidant officiellement hors des frontières nationales ne cesse cependant d'augmenter : l'INSEE en recensait 1,68 million en 2014, soit 2,3 % de plus qu'en 2013. Quant aux départs de France notamment pour le continent africain, ils se

2. L'Angola n'a connu l'indépendance qu'en 1975.

sont également accrus au cours de cette dernière décennie, passant de 217 000 en 2006 à 249 000 en 2014.

Dès lors que les pays du Sud enregistrent des taux de croissance économique constamment positifs et que certains États facilitent l'installation des travailleurs qualifiés et des retraités, quand ils ne mettent pas en place des politiques incitatives d'aide à la mobilité ou au retour, de nouveaux scénarios se dessinent, augurant d'une remise en mouvement des Européens. Ceux que la presse a renommés provisoirement « nouveaux pauvres », « génération sacrifiée » ou « generacion noqueada », ces milliers de jeunes Européens issus ou non de l'immigration, prennent le chemin de l'exil, cherchant un emploi en Angola, au Brésil, en Équateur, en Argentine, au Viêt Nam, au Maroc ou au Mozambique... souvent anciennes terres d'émigration. Quant aux retraités européens dont les revenus se réduisent alors que leur espérance de vie s'allonge, ils sont aussi de plus en plus nombreux à construire leur avenir loin de chez eux.

Ce contexte particulier doit conduire tout d'abord les chercheurs à renouveler leurs catégories d'analyse, pour rendre compte, au plus près, de ces processus de mobilité en acte qui ont encore été très peu explorés. Il doit également les inviter à réinterroger les relations de causalité, trop rapidement avancées, entre un événement – la crise économique de 2008 – et le départ vers d'autres cieux. Peut-on encore parler de migrations de retour pour désigner les départs pour le pays de leurs ancêtres de nouvelles générations issues de l'immigration ? Dans quelle mesure est-il heuristique de renommer « émigration d'immigrés », ces flux d'immigrés vers d'autres destinations que leur pays d'origine [Larramona, 2013] ? Recolonisation des Suds, retour aux sources familiales, mobilité à rebours ou migration itinérante entre deux continents : quel sens donner à ces mouvements migratoires récents, mais d'une ampleur croissante qui, pour l'instant, ont été très peu documentés ? Prennent-ils la forme d'un exil forcé ou plutôt d'une aventure mondialisée ? Sont-ils pour autant annonciateurs d'autres recompositions et flexibilités à venir, participant d'un nouvel équilibre mondial ? La possible réversibilité des mobilités, par temps de crise exacerbée, pour des populations de plus en plus diplômées, ne doit-elle pas également inciter les chercheurs à substituer définitivement la notion de mobilité à celle de migration et à documenter encore davantage leurs « compétences de mobilité » [Lévy, 2000] ? Quels qualificatifs associer à ces mobilités quand les Suds redeviennent des terrains d'aventure pour les Européens, un Eldorado à portée de leurs bourses pour de jeunes retraités et des terres de défi pour les enfants et petits-enfants des migrants des Suds ? Peut-on continuer à mettre en exergue une approche strictement économique des mobilités ? Et comment envisager l'installation temporaire ou alternée de quasi-résidents, anciennement touristes, dans un pays étranger, quand leur séjour s'étale sur un ou plusieurs trimestres, qu'ils exercent une activité professionnelle sur place, déclarée ou non, ou qu'ils déploient leur activité à distance ? Ces nouvelles pratiques de l'espace, associées à un autre rapport au temps, ne relèvent-elles pas de la « transition mobile », telle qu'elle a déjà été décrite par Rémy Knafou [Knafou, 1998, p. 9] ?

Des premiers travaux de recherche ont commencé à décrypter les contours des « mobilités touristiques », puis leurs transformations en « migrations d'agrément ». Les touristes ont longtemps (toujours ?) été considérés comme des « idiots du voyage », des « nomades aux pieds plats », circulant sans raison apparente, éprouvant autant de plaisir dans le mouvement que dans la destination atteinte [Urbain, 1991, p. 16]. Le mépris qu'ils suscitent, loin de naître en terres exotiques, s'est forgé au XIX^e siècle en Europe à l'encontre de voyageurs anglais ; généralisé, il n'aurait donc ni frontière ni territoire désigné. Les touristes eux-mêmes se méprisent et, au lieu d'être considérés par les autres comme de potentiels migrants, ils ont souvent été présentés comme la figure antagoniste par excellence : « Là où le touriste veut se faire voir [ici], le migrant indésirable va se faire voir [ailleurs] » faisait remarquer abruptement Franck Michel [Michel, 2004, p. 201]. Des pays voient circuler sur leurs routes des « nomades vacanciers », à la recherche (pas toujours) de dépaysement, des « faux touristes » à la recherche d'un emploi saisonnier alors que dans le même temps, leurs propres ressortissants s'évertuent à atteindre ces « terres d'accueil », que viennent tout juste de quitter les touristes. La rencontre peut avoir lieu sur une plage de Lampedusa, événement relayé par la presse à sensation, quand la touriste en maillot de bain essaie de reconforter le migrant africain tremblant dans sa couverture de survie, parce que venant d'échapper au naufrage. Zygmund Bauman en a conclu que le monde était divisé en deux catégories, les touristes et les vagabonds ; les premiers pouvant circuler par choix, sans entrave, les seconds astreints à résidence et à l'immobilité contrainte.

Des porosités sont cependant entrevues à la confluence de ce monde binaire : « Le touriste tremble à la simple vue du vagabond – non du fait de ce qu'il est effectivement, mais de ce que le touriste pourrait lui-même devenir » [Bauman, 1999, p. 148]. La crainte de devenir vagabond explique aussi les relations violentes de ceux qui se sentent menacés. D'une part, les touristes sont quasi systématiquement entendus comme des ressortissants des pays riches occidentaux, comme si l'existence des touristes des pays du Sud ne méritait pas d'être documentée [Evrard, 2006]. D'autre part, ces touristes occidentaux peuvent être amenés aussi à reconsidérer leur vie au quotidien après avoir exploré les arcanes de la mobilité ; au lieu de revenir à leur état de sédentarité, ils peuvent à l'inverse opter pour la posture de « nomades provisoirement sédentarisés ». Ou encore, la découverte de nouveaux horizons à l'occasion de leurs vacances peut les conduire à repenser leur espace de vie, selon le schéma de la multirésidence. Enfin, le touriste qui réintègre son domicile après une escapade peut aussi préférer vivre « son existence ordinaire comme une simple escale technique entre deux "trips" »³. Dit autrement, les interrelations entre tourisme et migration se redessinent, au point qu'ils participent d'un même système de mobilités, somme toute privilégiées [Dehoorne, 2002] ; la migration ne devant plus être entendue schématiquement comme

3. R. Amirou, « Portrait de badauds en groupe par un badaud », in *Sociétés : tourisme et touriste*, vol. 2, n° 8, 1986, p. 14 cité par Jean-Didier Urbain dans *L'Idiot du voyage. Histoires de touristes ?*, Paris, Payot, 1993.

l'anti-tourisme ou comme une forme dévaluée du tourisme. Ces nouvelles articulations à l'œuvre renseignent également sur les liens renouvelés entre production et consommation [William, Hall, 2000]. Mais contrairement à ceux pour lesquels la mobilité est potentiellement mortelle ou se transforme en enfermement transitoire sur des routes de plus en plus contrôlées, ces populations mobiles qui se déplacent librement et « consomment le monde » à leur guise ont choisi leur destinée [Friedman, Randeria, 2004].

Un certain nombre de travaux, essentiellement anglo-saxons, ont commencé à explorer ce phénomène apparu d'abord en Floride [Forget, 2010] et dans l'Europe du Sud [King, Warnes, Williams, 2000 ; Gustafson, 2001 ; Casado-Diaz, 2006], avant d'atteindre les pays du Sud moins développés, élaborant de nouvelles définitions et proposant une multitude d'expressions, censées rendre compte de ces changements. Les unes mettent l'accent sur la dimension temporelle de ces mouvements – *second home mobility, seasonal retirement migrations, residential tourism* [Gustafson, 2002], alors que d'autres insistent davantage sur leur caractère subjectif ou existentiel – *amenity migrations* [Borsdorf, 2009 ; McIntyre, 2009], *creative migrations* [Verdich, 2010], *quest migrations* [Therrien, 2013], *nonchalant migrations* [Croucher, 2011].

Ces dernières années, dans la littérature sociologique, le concept de *lifestyle migrations*, traduit le plus souvent par migrations d'agrément, s'est alors imposé comme le plus fédérateur pour désigner des déplacements, à plein-temps ou à temps partiel, d'individus relativement aisés, de tous âges et des deux sexes, quittant un pays occidental pour des destinations, plus ou moins lointaines, où ils entrevoient la possibilité de trouver une meilleure qualité de vie [Benson, O'Reilly, 2009]. Cette notion rassemble cependant des populations extrêmement hétérogènes, aux motivations plurielles et qui ne peuvent pas toutes être considérées comme des privilégiées. Si elles ont toute liberté pour circuler et s'installer ailleurs que chez elles, elles peuvent aussi être à la recherche d'un lieu où le coût de la vie serait moins élevé que dans leur pays d'origine et les logements meilleur marché. Par ailleurs, quel sens accorder à la notion de *better quality of life* ? Si pour les uns, il s'agit pour l'essentiel de trouver une porte de sortie (*escape*) quand le quotidien est devenu trop contraignant, étouffant ou synonyme de désarroi affectif, pour d'autres le désir d'ailleurs prend une forme plus positive, celle d'un nouveau départ, d'un nouveau défi, associé à l'idée d'explorer de nouvelles pistes pour se réaliser (*self-fulfillment*).

Ces *lifestyle migrations* ne sauraient non plus résumer, à elles seules, la riche diversité des mobilités enregistrées aujourd'hui, ni les multiples compétences, à la fois sociales et spatiales, que développent les populations mobiles pour négocier au mieux leur place dans ce « nouvel âge » des migrations [Castles, Miller, 1993]. Au-delà des retraités ou des touristes qui se relancent dans le cycle du travail après émigration, d'autres profils cohabitent, à l'image des expatriés, dont les trajectoires, en définitive, n'ont été jusqu'à présent que très rarement documentées depuis notamment l'extinction progressive des contrats de coopération du service

national [Cohen, 1977 ; Fechter, 2007]. Ces expatriés ou leurs conjoints peuvent eux-mêmes adopter des profils plus aventuriers dès lors qu'ils décident de ne pas rentrer en Europe au terme de leur contrat, comme ils peuvent être remplacés par de nouveaux acteurs de la migration, venus développer, plus ou moins temporairement, un projet dans des espaces au dynamisme économique et social supposé prometteur et dans lesquels ils doivent négocier individuellement leur présence, dès lors qu'ils ne sont pas attendus. Dans quelle mesure les bifurcations opérées également par les Volontaires Internationaux en Entreprise (VIE) ou consultants dans des ONG relèvent-elles des mêmes dynamiques de conversion ? Les itinéraires des binationaux, tout comme ceux des enfants d'immigrés, repartis sur les routes en période de récession ne peuvent pas non plus être classés à la rubrique *lifestyle migrations*.

Dans ce numéro d'*Autrepart*, les articles décrivent majoritairement les parcours des Européens, ayant choisi de s'installer – provisoirement ou durablement – dans un lieu d'Afrique de l'Ouest (Saint-Louis, la Petite Côte et le Saloum au Sénégal) ou du Maghreb (Fès, Marrakech, Essaouira au Maroc ; Alger, Oran et Timimoun en Algérie). D'autres travaux en cours, engagés du côté de l'Afrique de l'Est pourront ici trouver un plein écho [Akesson, 2011]. En complément, deux auteurs se sont intéressés à des populations d'origine latino-américaine (Équatoriens, Colombiens, Boliviens), anciennement émigrées en Europe et, plus particulièrement en Espagne, qui, dans un contexte post-crise 2008, ont décidé plutôt que de rejoindre leur pays d'origine, de rebondir vers un autre pays européen. Étudier les déplacements des uns et des autres, mettre en regard leurs mouvements peut contribuer également au renouvellement des problématiques sur les mobilités internationales.

Des mouvements difficiles à repérer et à comptabiliser

Ces mouvements migratoires, qui relèvent le plus souvent d'initiatives individuelles, plus ou moins informelles, sont relativement difficiles à cerner et à mesurer ; ce qui représente un autre défi à relever pour les chercheurs s'y intéressant. D'une part, quand elles existent, les statistiques ne permettent pas toujours d'opérer une distinction entre des retours au pays et des départs vers un pays tiers, surtout quand la destination des émigrants n'est pas renseignée. D'autre part, les populations, qui choisissent de partir à l'étranger, sont difficiles à repérer sur leur lieu de départ, surtout quand elles ne prennent pas la peine de se désinscrire des registres d'état civil, considérant leur mobilité comme transitoire. Elles sont également malaisées à identifier sur leur lieu d'arrivée, quand elles ne font pas la démarche d'aller se faire immatriculer ou de renouveler leur inscription auprès des instances consulaires, ou encore quand elles bénéficient d'une double nationalité ou enfin quand elles continuent de circuler avec un visa touristique en dépit de leur sédentarisation. Ces pratiques conduisent bien souvent à une surévaluation des sorties du territoire. D'autres difficultés surgissent également quand il s'agit de distinguer, au sein des recensements, les binationaux, des étrangers. Par ailleurs,

contrairement aux générations précédentes, qui regroupaient parmi elles, nombre d'expatriés au statut professionnel bien défini, se retrouvant souvent au sein d'associations culturelles, sportives ou régionales et pouvant être plus facilement saisies, les populations nouvellement installées ne constituent pas une communauté homogène. À l'inverse, elles présentent des profils extrêmement hétéroclites : elles demeurent discrètes, très mobiles et peu visibles dans l'espace public. Si bien que pour éclairer leurs parcours, les chercheurs doivent mettre à l'épreuve leurs outils, combiner les approches quantitatives et qualitatives en mobilisant notamment les statistiques des lycées, des associations, des agences immobilières, innover pour pouvoir entrer en contact, en des lieux non répertoriés, avec des populations très différentes, en l'absence de registres fiables ou d'échantillons représentatifs, s'appuyer sur les journaux de bord, tenus par les retraités eux-mêmes, à l'exemple de Brenda Le Bigot pour cerner leur niveau de mobilité, pratiquer l'immersion comme Giulia Fabbiano sur son terrain algérien ou l'observation participante pour Frédérique Louveau qui vit et enseigne sur son propre terrain à Saint-Louis au Sénégal. Si les auteurs se sont donnés les moyens de reconstituer des récits de vie, dans une perspective diachronique, pour rendre compte à la fois de la fluidité des parcours, de la multiplicité des bifurcations et de la transformation des motivations au long cours, ils ont aussi travaillé sur les subjectivités, sur les croyances partagées ou non par ces populations mobiles, sur la manière dont, dans leurs discours et leurs pratiques, elles se représentent elles-mêmes et se distinguent des autres.

Des catégories d'analyse à renouveler

Les chercheurs réunis dans ce numéro d'*Autrepart* ont également été amenés à réinterroger des catégories d'analyse, habituellement utilisées pour décrire, aussi bien ces migrations récentes d'Européens vers l'Afrique que les ré-émigrations des populations latino-américaines qui s'étaient installées en Espagne. C'est ainsi que Giulia Fabbiano propose, en remplacement des *lifestyle migrations*, la notion de *settlement*, qui lui semble plus appropriée pour rendre compte du caractère dynamique de l'expérience de la mobilité. Les raisons qui ont pu motiver un départ dans un pays tel que l'Algérie, secoué un temps par des troubles politiques et des attentats, peuvent se redéfinir en chemin, à mesure que la situation politique et économique du pays s'améliore et que de nouvelles opportunités professionnelles se dessinent. De la même manière, à partir d'un exercice de synthèse, Anna Perraudin s'emploie à déconstruire la notion de retour. D'abord, si le renversement des flux migratoires est avéré en Espagne, tous les départs des populations équatoriennes, boliviennes et colombiennes ne sont pas pour autant synonymes d'un retour vers leur pays d'origine. Ils peuvent déboucher sur de nouvelles émigrations temporaires, et d'une partie seulement de la famille, comme sur des naturalisations, lesquelles peuvent aussi conduire à une remise en mouvement dans l'espace européen. Ensuite, il n'existe pas de liens mécaniques entre la récession économique et les départs d'Espagne, dans le sens où nombre de départs ont davantage

à voir avec le cycle de vie des migrants qu'avec la crise qui sévit en Europe. La migration n'est jamais définitive et les populations reconsidèrent leurs itinéraires selon qu'ils ont, ou non, au regard des contraintes croissantes, eu le temps de remplir les objectifs qu'ils s'étaient assignés. Enfin, il n'y aurait pas non plus de causalité directe entre le statut illégal et l'intensité des retours. Dit autrement, ce ne sont pas nécessairement les plus précaires qui rentrent en priorité chez eux. Selon cette même logique, où le retour doit être entendu comme une nouvelle migration, Célio Sierra-Paycha, qui a étudié de son côté, les processus de ré-émigration des Colombiens implantés en Espagne, propose de mobiliser le concept de « ramification du champ migratoire », pour rendre compte de la manière dont les Colombiennes en majorité s'organisent, à partir de l'Espagne, pour repartir vers d'autres destinations européennes ou nord-américaines et aller y travailler temporairement.

Pluralité des itinéraires et des profils de migrants

Loin d'être homogène au plan sociologique et démographique, ce « petit monde » des Européens ayant investi tantôt les cités historiques, tantôt les stations balnéaires, tantôt les capitales économiques sur l'autre rive de la Méditerranée, regroupe des individus qui, bien souvent, ne partagent ni les mêmes stratégies professionnelles ni les mêmes logiques de sociabilité ni encore la même géographie urbaine ni enfin les mêmes imaginaires de référence ou les mêmes projets de vie. Ce sont des seniors qui entendent prolonger leur vie professionnelle au soleil sans nécessairement se construire une retraite dorée, ce sont des jeunes gens, précarisés par les crises européennes successives qui cherchent à grandir, à s'enrichir ou encore des individus d'âge mûr, bien décidés à opérer une nouvelle bifurcation dans leur vie, à la suite, parfois d'un événement marquant. Ce sont le plus souvent des hommes, bien que les femmes occupent une place croissante dans ces mouvements ; au-delà des individus, ce sont des couples, mixtes ou non, ainsi que des familles qui s'installent au Sud, issus rarement des élites, mais plus souvent des classes moyennes précarisées et des milieux modestes. Les binationaux occupent une place importante au sein de cette population composite et leurs pratiques et représentations, décryptées notamment par Giulia Fabbiano, n'ont plus grand-chose à voir avec certains clichés, assimilant irrémédiablement leurs mouvements à un retour idéalisé aux origines. Les motivations de ces populations européennes sont donc plurielles, leurs pratiques subtiles et leurs modes et temps d'installation tout aussi divergents.

Quelques récurrences cependant sont signalées. Le désir de liberté et d'aventure, même bien bornée, semble être un moteur commun pour ces individus en provenance de France, mais aussi d'Espagne, de Belgique, de Suisse ou d'Allemagne. À l'exception des quelques descendants de migrants, la majorité a d'abord découvert le continent africain sur le mode touristique. Nombre d'entre eux se sont arrêtés à la première escale, dans le premier pays qu'ils avaient connu, au lieu de poursuivre plus loin leur exploration. Même les camping-caristes, dont

Brenda Le Bigot détaille les parcours, ont eu tendance à se sédentariser très vite à Agadir, après quelques années d'itinérance, au lieu de repartir sur les routes, à l'image des aventuriers auxquels ils assimilent parfois leur parcours. D'autres points communs ont été relevés comme le fait que ces nouveaux migrants développent des activités professionnelles directement liées à l'entrepreneuriat touristique (immobilier, restauration, hôtellerie, artisanat) et tablent sur le caractère informel et transnational de leurs affaires pour les faire fructifier au plus vite. Ces activités s'inscrivent, du reste, rarement en continuité avec les compétences acquises et accumulées en Europe. Postulant des déficits au sein de la société d'accueil qu'ils auraient capacité à combler, ils activent le préjugé néocolonial selon lequel, sur ce marché encore « vierge », « tout serait à faire ».

La complexité des profils rencontrés a conduit la plupart des auteurs à recourir à des typologies, pour clarifier l'univers étudié et mieux hiérarchiser les points saillants comme les différenciations qui s'instaurent entre les individus mobiles au fil du temps, des rencontres et des épreuves. Une première distinction a été introduite entre les auteurs qui mettent l'accent sur l'activité professionnelle et ceux qui insistent davantage sur les formes et temps de l'installation, « résidence secondaire ou permanente » pour Hélène Quashie, « camping-caristes » ou « hibernants logeant en dur » pour Brenda Le Bigot. Giulia Fabbiano a privilégié quant à elle des catégories *emic*, distinguant, parmi les Français implantés en Algérie, les expatriés, des « installés » et des « pionniers », expliquant la manière dont les uns se désignent au miroir des autres. Les expatriés tels qu'ils se définissent ou sont appréhendés par les autres groupes se démarquent largement des labels techniques, habituellement mis en avant, pour catégoriser ces coopérants appelés à travailler sous contrat qui ont largement disparu du paysage africain. Si les « installés » mettent principalement l'accent sur leur désir d'intégration dans le tissu urbain local, les « pionniers » sont à la recherche d'une promotion individuelle rapide qui justifie leur installation, même provisoire, en Algérie. Ce monde social des « pionniers » est également mis en lumière, en d'autres termes et selon d'autres segmentations, par Juan-David Sempere Souvannavong et Maria-Jesus Cabezon Fernandez, qui se sont intéressés, également en Algérie, aux parcours migratoires et à la précarisation des travailleurs espagnols n'ayant pu résister à l'éclatement de la bulle immobilière en Europe. En privilégiant la variable professionnelle dans leur analyse, ils expliquent comment, au côté d'entrepreneurs issus de grandes entreprises et de PME, des travailleurs indépendants ainsi que de jeunes chômeurs, viennent prospecter en Algérie dans le secteur du bâtiment et des travaux publics notamment, se déplaçant avec des visas touristiques et se mariant parfois localement pour faciliter leur insertion locale. Michel Péraldi et Liza Terrazoni retiennent également le référent économique pour nous montrer, comment les inactifs, majoritairement retraités, au côté des entrepreneurs et des salariés de ces entrepreneurs constituent les principaux profils sociaux des Français installés à Marrakech et Essaouira. Par ces temps de crises, les classes moyennes précarisées semblent avoir trouvé une porte de sortie vers les Suds. Hélène Quashie focalise quant à elle son attention sur la figure des entrepreneurs européens qu'elle oppose

à celle des « touristes semi-résidentiels ». En revanche, pour construire leurs idéaux types, Mohamed Berriane et M'hammed Janati ont mis davantage l'accent sur des référentiels identitaires, opérant une distinction entre les « éternels voyageurs » qui considèrent Fès comme un lieu de passage et ceux qui, à l'inverse, y projettent une installation pour la vie, intégration nécessitant mariage mixte ou conversion à l'islam. Frédérique Louveau, de son côté, considère l'effet générationnel comme variable explicative des différences de comportements vis-à-vis de la société locale. La présentation de ces diverses catégories n'empêche pas pour autant les auteurs de renseigner, au-delà des possibles lignes de démarcation, sur les fluidités à l'œuvre au sein des trajectoires migratoires, professionnelles et familiales, sur les concurrences et tensions s'instaurant entre migrants appartenant à des mondes sociaux différents.

Des interactions limitées avec la société d'accueil

Les modalités d'insertion de ces populations dans les pays d'accueil, les obstacles auxquels elles sont confrontées, tout comme les avantages qu'elles peuvent tirer de leur nouvelle condition, ont également été analysés. La destination a été choisie en fonction du climat, de l'attrait pour le littoral ou pour les ambiances urbaines, de la proximité géographique, d'une histoire partagée, de la pratique du français et d'une fiscalité plus avantageuse. Et ces départs pour l'étranger, dans leur grande majorité, se sont opérés à la suite d'une rupture dans un cycle familial (divorce, décès d'un proche, coup de foudre, remariage, retour au pays) ou professionnel (retraite, licenciement, *burn-out*, accident...).

Ces migrations, qui s'inscrivent dans une longue histoire, depuis les premiers temps de la colonisation française, ont aussi façonné les paysages urbains nous expliquent, Berriane, Janati comme Louveau. Ce n'est donc pas le fruit du hasard si les Européens, qui arrivent à Fès ou à Saint-Louis, deux cités classées au patrimoine mondial de l'Unesco, essaient de se réappropriier les ressources architecturales et culturelles associées, contribuant à renforcer les anciennes centralités urbaines. En revanche, le désir de distinction d'avec les autres étrangers, ou encore l'envie d'être intégré par la société algéroise invitent d'autres Européens implantés en Algérie à décliner différemment leurs choix résidentiels, nous explique Giulia Fabbiano, optant soit pour le centre-ville, occupé principalement par les classes populaires, soit pour les hauteurs ou les extérieurs de la ville. Quant aux camping-caristes dont les cheminements ont été décryptés par Brenda Le Bigot, ils s'installent en périphérie des villes marocaines, développant un entre-soi. Sur le littoral sénégalais, les Européens ont également constitué de véritables ghettos résidentiels, investissant prioritairement le bord de mer ; ils contribuent à scinder en deux plusieurs communes balnéaires, au lieu d'essaimer dans l'espace, nous informe Hélène Quashie. Cette distribution spatiale renseigne, de surcroît, sur les relations entretenues entre les Européens et les nationaux, lesquelles, en dépit d'un idéal de proximité souvent revendiqué par les premiers, se limitent le plus souvent à des contacts professionnels distants, autant dans la sphère privée (employés de

maison) que publique, quand ils ne deviennent pas conflictuels. Plusieurs auteurs s'emploient à déclinier la manière dont ces différentes rhétoriques de distinction sont activées par les uns et les autres.

Récits et imaginaires de l'ailleurs

Le Nord représenté en haut de la carte du monde fait moins rêver, depuis que les « indignés » dénoncent les inégalités qui s'y jouent ; en creux des discours tenus par les migrants européens se dessine une Europe fortifiée, assiégée, n'étant plus en mesure de valoriser les capacités individuelles ni de donner sa chance aux individus précarisés, affaiblis. Les nouveaux Eldorados se situeraient alors plus au Sud. Autant de fictions entretenues par les reportages télévisés, les forums de voyageurs ou autres blogs qui véhiculent de nouvelles grilles de valeur et réinterrogent les rapports au cosmopolitisme. Retraités et entrepreneurs ont pu sauter le pas et sont partis vérifier sur place si les perspectives alléchantes, présentées à l'écran ou sur la toile, pouvaient combler leurs attentes. Mais contrairement aux idées reçues, ce n'est pas la quête d'un exotisme lointain qui les attire, mais plutôt la recherche du « goût familial d'une périphérie » comme l'analysent Terrazoni et Péraldi. En revanche, pour attirer leur propre clientèle étrangère, dans les maisons d'hôte, *riads*, résidences fermées, *lodges* ou auberges qu'ils ont récemment restaurées, construites ou rachetées, en pleine nature ou à l'inverse, au cœur de cité historique, ils n'hésitent pas à ethniciser la ruralité africaine ou à jouer sur la nostalgie coloniale. Les rhétoriques développementalistes sont également mobilisées par ces nouveaux promoteurs qui entendent jouer, sans état d'âme, un rôle actif dans l'essor de ces nouveaux espaces investis. Les uns insistent sur la nécessité de déployer des initiatives solidaires alternatives, tablant sur la fibre tiers-mondiste, d'autres assimilent le développement local à la remise en valeur par leurs soins du patrimoine colonial ; d'autres encore s'emploient à profiter de la conjoncture et des différentiels de pouvoir d'achat et de conditions de travail entre l'Europe et le continent africain pour consolider leur affaire, sans pour autant remettre en question les logiques capitalistes de développement à l'œuvre. Loin d'être les promoteurs d'une nouvelle économie sociale, ils semblent conserver, pour la majorité d'entre eux, une vision néolibérale de la réussite et de l'accomplissement individuel.

Tous ces mouvements assez récents que les auteurs de ce numéro ont commencé à décrypter dans les Suds, en écho à une Europe assiégée, mériteraient d'être encore davantage explorés. La manière dont ils peuvent influencer les politiques migratoires et, plus largement participer à la recomposition des relations Sud-Nord, restent des sujets à approfondir. Des travaux ont été amorcés auprès des migrants portugais repartis plus nombreux encore en Angola, au Mozambique et au Brésil, avec lesquels il serait judicieux d'entrer en discussion⁴. On peut en

4. Voir à ce propos le projet porté par Lisa Åkesson et Pétur Waldorff et financé par la recherche suédoise : « Masters or Migrants ? The New Portuguese Migration to Angola and Cape Verde », The Nordic Africa Institute, 2014-2017.

effet se demander dans quelle mesure l'arrivée massive de migrants européens non expatriés peut conduire les pays des Suds à réviser leur arsenal juridique comme leurs conventions fiscales, à instruire de nouvelles politiques d'accueil en instaurant de nouvelles lignes de démarcation. De stimulantes recherches en perspective.

Bibliographie

- ÅKESSON L. [2011], « Making migrants responsible for development : Cape Verdean returnees and Northern migration policies », *Africa Spectrum*, n° 1, p. 61-83.
- BAUMAN Z. [1999], *Le Coût humain de la mondialisation*, Paris, Hachette Littératures, 208 p.
- BENSON M., O'REILLY K [2009], *Lifestyle migration : expectations, aspirations and experiences*, Ashgate Publishing, ltd, 182 p.
- BORSODORF A. [2009], « Amenity migration in rural mountain areas », *Die Herde*, vol. 140, n° 3, p. 225-228.
- CASADO-DIAZ M.-A. [2006], « Retiring to Spain : an analysis of difference among North European nationals », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 32, n° 8, p. 1321-1339.
- CASTLES S., MILLER M. J. [1993], *The age of migration. Movements in international population in the modern world*, London, Macmillan.
- COHEN E. [1977], « The expatriate community », *Current Sociology*, vol. 24, n° 3, p. 15-25.
- CROUCHER S. [2011], « The nonchalant migrants : americans living north of the 49 th parallel », *International Migration & Integration*, vol. 12, n° 2, p. 113-131.
- DEHOORNE O. [2002], « Tourisme, travail, migration : interrelations et logiques mobilitaires », *revue européenne des migrations internationales*, vol. 18, n° 1, p. 7-36.
- DUMONT J., SPIEGEL G. [2008], « Return migration : a new perspective », OCDE, International Migration Outlook, SOPEMI.
- EVARD O. [2006], « L'exotique et le domestique. Tourisme national dans les pays du Sud : réflexions depuis la Thaïlande », *Autrepart*, n° 40, p. 151-167.
- FECHTER A-M. [2007], « Living in a bubble : expatriates' transnational spaces », in AMIT V. (dir.), *Going first class ? New approaches to privileged travel and movement*, Oxford, Berghahn.
- FORGET C. [2010], « "Floribec" : le patrimoine culturel québécois en Floride », *Ethnologie Française*, vol. 40, n° 3, p. 459-468.
- FRIEDMAN J., RANDEIRA S. [2004], *Worlds on the move : globalization, migration and cultural security*, London, Tauris.
- GUSTAFSON P. [2001], « Retirement migration and transnational lifestyles », *Ageing and Society*, vol. 21, n° 4, p. 371-394.
- GUSTAFSON P. [2002], « Tourism and seasonal retirement migration », *Annals of Tourism Research*, vol. 29, n° 4, p. 809-918.
- HALL C., WILLIAMS A. (eds.) [2002], *Tourism and migration. New relationships between production and consumption*, Dordrecht, Kluwer.
- KING R., WARNES A., WILLIAMS A. [2000], *Sunset Lives : british retirement to Southern Europe*, Oxford, Berg.

De l'Europe vers les Suds : nouvelles itinérances ou migrations à rebours ?

- KING R., CHRISTOU A. [2011], « Of counter-diaspora and reverse transnationalism : return mobilities to and from the ancestral homeland », *Mobilities*, vol. 6, n° 4, p. 451-466.
- KNAFOU R. (dir.) [1998], *La Planète « nomade » : les mobilités géographiques aujourd'hui*, Paris, Belin, 247 p.
- LEVY J. [2000], « Les nouveaux espaces de la mobilité », in BONNET M., DESJEUX D. (dir.), *Les territoires de la mobilité*, Paris, PUF, p. 155-170.
- LARRAMONA G. [2013], « Espagne ? : l'émigration des immigrés », *Population*, vol. 68, n° 2, p. 249-271.
- MCINTYRE N. [2009], « Rethinking amenity migration : Integrating mobility, lifestyle and social-ecological systems », *Die Erde*, vol. 140, n° 3, p. 229-250.
- MICHEL F. [2004], *Voyage au bout de la route. Essai de socio-anthropologie*, Paris, L'Aube.
- TERRIEN C. [2013], « Quest migrants. Trajectories of french people in Morocco searching for elsewhere », in HAAS H., JANOSCHKA M., RODRIGUEZ V. (eds.), *Contested spatialities, lifestyle migration and residential tourism*, London, Routledge, p. 108-123.
- URBAIN J.-D [1991], *L'Idiot du voyage. Histoire de touristes*, Paris, Payot.
- VERDICH M. [2010], « Creative migration ? Attraction and retention of the "creative class" », *Australian Geographer*, vol. 41, n° 1, p. 129-140.
- WILLIAMS A., HALL C. [2000], « Tourism and migration. New relationships between production and consumption », *Tourism Geographies*, n° 2, p. 5-27.